

LIBERTÉ OU AUTOCRATIE, LE DILEMME

Par Alfredo G.A. Valladão

PB -54/22

S e p t e m b r e 2 0 2 2

Le président des États-Unis, Joe Biden, malgré les états de service catastrophiques de son pays en Irak ou en Afghanistan, n'a pas tort d'affirmer que le monde va vers un affrontement entre l'autocratie et la liberté. Et, qu'en fin de compte, il va falloir choisir. Cela fait grincer des dents, surtout en Europe qui est divisée sur le sujet.

La controverse USA-Europe

Certains pays, comme la France, malgré les demandes pressantes du président ukrainien, Volodymyr Zelinsky, sont, qu'on le veuille ou non, paralysés par un vieux fonds pro-russe et jouent de l'ambiguïté. D'autres, comme l'Allemagne, ressentent leur actuel pacifisme, leur mauvaise conscience et leur intérêt énergétique pour aider l'Ukraine...le moins possible. Tout comme l'Italie ou même la très philo-russe Hongrie. Toute cette Europe riche voudrait un cessez-le-feu immédiat, pourvu que les affaires reprennent et que les pénuries alimentaires et énergétiques ne provoquent pas de troubles sociaux chez elle. Ce qui exige des négociations au plus tôt avec Vladimir Poutine.

D'autres, plus à l'Est, qui ont vécu de près la présence du totalitarisme russe, espèrent que les États-Unis les sauveront de l'appétit du nouvel Empire russe en expansion : des anciens membres du Pacte de Varsovie, ou deux pays nordiques, neutres jusque-là. La Suède et la Finlande ont ainsi décidé d'adhérer à l'Alliance atlantique à marche forcée pour avoir, au moins, une garantie militaire. D'un côté, les « munichois », de l'autre les « va-t-en-guerre », comme la presse les baptise un peu trop hâtivement, mais avec le sens de la formule.

En vérité, il manque un élément capital à ce débat en Europe. Les commentateurs - dont c'est le métier - ainsi que les hommes politiques ont déjà avancé tous les arguments possibles et imaginables, pertinents ou pas, pour essayer d'expliquer leurs positions : l'inégalité de puissance militaire entre les deux belligérants, la menace nucléaire, la famine mondiale, la dépendance énergétique, le fait que, dans l'avenir, « il faudra bien vivre avec la Russie » – géographie oblige. Le tout, malgré, bien sûr, "la volonté et l'héroïsme du peuple ukrainien" ...

Le délitement des nations

Un argument est toutefois absent de cette polémique : le lent délitement des nations. Cela peut paraître paradoxal en ces temps où la mode est aux souverainismes de tout poil, où l'on glose sur la « déglobalisation » et où les États démocratiques sont de plus en plus ingouvernables, menacés par des partis nationalistes, de droite et de gauche.

Il faut se souvenir que la plupart des nations ont à peine cent ans. Une paille vis-à-vis de l'Histoire. Les œuvres séminales des historiens anglo-saxons, Ernest Gellner (1983) et Benedict Andersen (1983,1991)¹ nous rappellent d'ailleurs qu'elles ne sont pas des entités « naturelles » mais des catégories « imaginées » ou « construites », surtout depuis les révolutions américaine et française, et les indépendances latino-américaines. Comme toute construction humaine, les nations sont donc passibles de péremption. Lénine, qui s'y connaissait en matière de coups d'État, l'avait déjà constaté dans son fameux *Que Faire ?* (1902)² : en regroupant nombre de travailleurs en peu d'endroits - avec la fondation de syndicats et les luttes pour des revendications catégorielles -, la société industrielle (confondue aujourd'hui avec le capitalisme) créait les bases d'une révolte de masse. Révolte sur laquelle on pouvait bâtir une organisation politique hiérarchisée, capable de prendre le pouvoir au sein d'une nation spécifique. Autant dire que depuis près de deux siècles, on associe la démocratie représentative à une société industrielle « nationale ». Le bolchévisme, mais aussi les partis « bourgeois », dépendaient donc de ce type de sociétés

1. 1983,1991 : Andersen B. – *Imagined Communities* – Verso -London, New York
1983 : Gellner E. – *Nations and Nationalism* – Basil Blackwell - Oxford

2. 1902 : (ru) Lénine – *Que Faire ?* – Verlag von J.H.W. Dietz Nachf. - Stuttgart

organisées en « nations ». Mais quid des nations, de l'État, des institutions, des partis, des syndicats et même des votants dans une société post-industrielle « globalisée » ?

La nostalgie du « avant »

Nous vivons aujourd'hui une ère de changements radicaux. Tous les défis stratégiques de nos sociétés sont « globaux » : réchauffement climatique, pandémies, guerres locales, famines, inflation, autonomie par rapatriement d'une partie de la production, pouvoir d'achat, accélération de l'innovation technologique Ils ne peuvent donc être résolus au niveau national. D'où le désintérêt croissant des électeurs pour la politique « nationale ». Au grand dam de tous ceux, à gauche comme à droite, qui veulent à tout prix « sauver la démocratie », considérée comme seul régime capable de garantir les libertés individuelles. Déjà en 1946³, le grand philosophe allemand, Ernest Cassirer, expliquait cette nostalgie pour un passé, dur mais mythifié, au moment des grands changements d'époque. Une manière de se réfugier dans le "connu" pour des gens déboussolés par un monde qui va trop vite. Et les pousse à un nationalisme rageur, une xénophobie exacerbée et dans les bras de régimes autoritaires aux idées courtes.

La croissance indéfinie

La société industrielle, qui s'est développée en Angleterre, puis dans le reste du monde occidental, à partir du début du XIX^e siècle, avait des caractéristiques propres selon les pays. Mais une chose distinguait ses différentes formes du passé : l'accumulation de capital. Basée sur la croissance indéfinie de l'investissement (ce qu'on nomme le « progrès »), elle dépendait au moins de quatre éléments essentiels : l'accès illimité à des matières premières bon marché, un nombre croissant de consommateurs, une augmentation régulière de la productivité et l'innovation permanente. Ce « modèle » avait besoin de croître indéfiniment, jusqu'à la globalisation de la production, et à l'incorporation de masses toujours plus grandes de consommateurs-producteurs (la Chine, l'Inde et les pays en développement). Mais il s'est écrasé contre ses limites : les ressources de la planète ne sont pas inépuisables, les bassins de consommateurs non plus (pour des raisons politiques, techniques, culturelles et autres...).

Productivité et innovation

Pour tenter de sauver la croissance, ainsi que tout le système, il ne reste donc que la productivité. Et l'innovation. Mais pour cela, il faudra changer de logique. C'est exactement la période de bouleversements que nous vivons en Europe, avec cette nostalgie de revenir à la production de masse, à la consommation débridée de l'oïkos national, aux « cadences infernales » et au syndicalisme de combat des années d'après la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, la production matérielle fait place aux services (ou à l'intégration d'une forte dose de services dans cette production). La consommation de masse devient « consommation personnalisée et individualisée ». Les syndicats déclinent et les partis traditionnels qui leur sont associés perdent poids et influence. La société est de plus en plus fragmentée et individualisée.

3. 1946 : Cassirer E. – *The myth of the State*– Yale University Press – New Heaven

De la démocratie représentative à la démocratie sociale

La démocratie « représentative » avait été la meilleure solution politique nationale pendant la période de la révolution industrielle pour garantir l'ordre interne, surtout parce qu'elle a été capable, grâce à Franklin Roosevelt et J. M. Keynes, de se transformer en démocraties « sociales ». Le pouvoir politique a ainsi pu être en partie protégé des solutions plus extrémistes en distribuant plus largement, au niveau national, les « fruits de la croissance » (voir Guy Hermet – 2007).⁴ Et les impasses de la décolonisation, ainsi que la chute de l'Union soviétique et de son système totalitaire, ont beaucoup aidé.

Mais cette démocratie sociale est, elle aussi, attaquée de toutes parts pour son manque d'efficacité à résoudre le quotidien des gens. Et il est vrai que la plupart des problèmes ne peuvent plus être résolus au niveau national (réchauffement climatique, inflation et pouvoir d'achat, énergie, guerres de conquête, pandémies). Le « national » est pris en tenaille entre les questions pouvant trouver une solution « locale » et celles où il faut de véritables coopérations et intégrations « internationales ». Mais la démocratie, quelle qu'en soit la forme, peut-elle survivre sans la « nation » ? Ne va-t-elle pas s'abîmer dans les nouveaux empires et succomber aux chants des sirènes des régimes totalitaires ou autoritaires qui promettent plus d'« efficacité » ?

Une démocratie sans nation

Il faut donc inventer les constitutions de l'ère post-industrielle. A première vue, il n'y aura que trois possibilités : un gouvernement national isolé et totalitaire (sur le modèle de la Corée du Nord), qui impose à une population terriblement appauvrie ce qu'il croit être bon pour elle. Ou alors un nationalisme autocratique ayant recours à la répression pour obliger la population à accepter les réformes considérées nécessaires, mettant en avant des considérations teintées d'idéologie nationaliste et parfois expansionniste au sein de néo-empires. Ou, enfin, un pouvoir œuvrant pour des changements profonds - y inclus le Droit - tout en respectant les garanties individuelles. Le tout sachant que la Corée du Nord, comme Cuba ou le Venezuela, dans des registres différents, ne sont populaires qu'auprès de petites minorités. Tout comme les Empires autocratiques qui, incapables de démontrer leur « efficacité » revendiquée, soumettent la population à leur joug au prix d'élections truquées. Quant aux régimes dits « démocratiques », les décisions y sont trop lentes et pâtissent d'un manque d'« efficacité » immédiate. On assiste ainsi à de fortes pressions de ceux qui veulent revenir « au bon vieux temps » de la dure société industrielle, quitte à abandonner quelques libertés et ...pourvu que l'État-nounou et la « démocratie sociale » les protègent. Difficile à concilier. Il semble donc que l'on soit condamné à accepter des gouvernements forts. Si l'on veut échapper à la logique impériale et garder le maximum de libertés individuelles, il faudra faire des choix. Rien n'est donné à l'avance. Le dépassement de nations souveraines et démocratiques n'est décidément pas un dîner de gala.

Les deux premières options ne sont pas fatalement fausses et peuvent, hélas, séduire un grand nombre. Un pays simplement exportateur de matières premières est naturellement attiré par un pouvoir national fort garantissant l'ordre interne pour les investisseurs (le plus souvent étrangers) et se montrant capable de défendre le pays contre tout changement. Un régime totalitaire semble du coup être la solution. Quant à un pays « en développement » cherchant à atteindre la société industrielle, il peut voir aussi d'un bon œil un régime autocratique, capable de trouver des raccourcis sans trop brider l'innovation et les nouvelles

4. 2007 : Hermet G. – *l'hiver de la démocratie* - - Armand Colin - Paris

organisations. Car le pouvoir d'un homme fort et de partis politiques faibles, contrôlé ou pas par les forces armées, semble la meilleure possibilité de garantir et l'ordre et le minimum de concurrence nécessaires pour réussir un processus de « développement ».

Restent les « démocraties sociales » occidentales attachées à l'État de droit, à l'égalité et aux droits individuels. La consigne pour eux est de « s'adapter », sauf pour ceux qui veulent revenir à la vieille société industrielle et pensent pouvoir tolérer un brin d'autoritarisme. En effet, il faudra un gouvernement fort et « vertical » pour imposer les changements nécessaires à des populations réticentes et de plus en plus fragmentées, sans espace national. Il faudra aussi en même temps un gouvernement très souple, « horizontal », pour résoudre (ou contrôler), au cas par cas, les problèmes locaux engendrés par cette mutation.

Des gouvernements forts

On l'a compris : on s'écrase contre les murs de l'écologie et de la consommation de masse. Il va donc falloir accepter une certaine pauvreté qui accompagne le changement d'époque. Les solutions, en effet, devront au moins passer par des sacrifices du niveau de vie (y compris, sujet qui fâche, dans les services publics), une consommation « personnalisée » basée sur une part beaucoup plus grande de services et l'innovation permanente sans laquelle rien ne sera possible. Autant dire que la globalisation n'est pas finie, elle commence à peine. La production matérielle elle-même tirera sa valeur avant tout des services « emboutis » dans les produits.

Ukraine : liberté x autocraties

Une nouvelle course aux profits est engagée au niveau mondial. Et il va falloir s'y adapter, y compris institutionnellement : on ne pourra plus ressusciter la « démocratie représentative », les partis politiques, les Droits nationaux que nous avons hérités et même, autre sujet qui fâche, trouver l'argent pour la « démocratie sociale ». Nouvelle époque, nouveaux systèmes pour les organiser. Sommes-nous alors condamnés à perdre nos libertés individuelles ? Confronté à l'invasion de l'Ukraine, le président américain, Joe Biden, nous a rappelé que c'est une question de choix : ceux qui veulent sauvegarder les libertés individuelles feront tout pour les défendre, les autres - et ils sont nombreux - s'accommoderont de leurs dictatures respectives.

À propos de l'auteur, Alfredo G. A. Valladão

Alfredo G. A. Valladão est professeur à l'École des affaires internationales de Paris (PSIA) de Sciences Po Paris et Senior Fellow au Policy Center for the New South. Ses travaux portent sur les affaires internationales, la géopolitique, l'économie mondiale, le Brésil et l'Amérique latine. Parallèlement à ces fonctions, il est président du conseil consultatif de l'association UEBrasil à Bruxelles, membre du conseil consultatif international du CEBRI (Centre brésilien de relations internationales - Rio de Janeiro), membre du Comité des Rencontres Internationales de Genève (RIG), directeur de la chaire de recherche sur l'Amérique latine au CESEM-HEM au Maroc et chroniqueur pour Radio France Internationale (RFI). Ancien membre du conseil d'administration de l'UNITAR (2009-2015), et ancien directeur de la chaire Mercosur de Sciences Po (1999-2010) et coordinateur du groupe de travail sur les négociations UEMercosur et de la conférence internationale de Fort Copacabana sur le dialogue EuropeAmérique du Sud en matière de défense et de sécurité. Le professeur Valladão a publié de nombreux ouvrages sur la géopolitique, l'économie mondiale, l'intégration régionale et les négociations commerciales, le Brésil et l'Amérique latine. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de Sciences Po Paris.

À propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Policy Center for the New South

Building C, Suncity Complex, Al Bortokal Street Hay Riad 10100 - Rabat

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma



THINK • STIMULATE • BRIDGE